

Le chef de l'Etat sortant, Ivo Josipovic, favori de l'élection présidentielle en Croatie

Corinne Deloy

Analyse

Résumé :

Le président de la République croate, Ivo Josipovic (Parti social-démocrate, SDP), a annoncé le 19 octobre dernier sa volonté de concourir pour un nouveau mandat à la tête de l'Etat. Il sera opposé le 28 décembre prochain à 3 autres candidats. Son adversaire la plus sérieuse est Kolinda Grabar-Kitarovic, membre du principal parti d'opposition, l'Union démocratique (HDZ), dirigé par Tomislav Karamarko. Le scrutin présidentiel constituera un test pour l'ensemble des forces politiques du pays dans la perspective des élections législatives prévues pour la fin de l'année 2015.

Ivo Josipovic est une personnalité populaire auprès de ses compatriotes mais il pourrait pâtir des mauvais résultats économiques du gouvernement dirigé par Zoran Milanovic (Parti social-démocrate, SPD) et de l'affaiblissement des sociaux-démocrates.

La date du scrutin présidentiel, atypique, s'explique par le fait qu'en 2009, la Premier ministre Jadranka Kosor (HDZ) avait choisi d'organiser l'élection présidentielle le surlendemain de Noël pour multiplier les chances de son parti, cette période de l'année voyant rentrer en Croatie un grand nombre d'expatriés.

Selon les enquêtes d'opinion, Ivo Josipovic devrait arriver en tête du 1er tour du 28 décembre avec 42,3% des suffrages et devancer Kolinda Grabar-Kitarovic (27,3%) et Milan Kujundzic (Aube croate-Parti du peuple, HZ) (11.2%). Les mêmes sondages indiquent que le président sortant devrait s'imposer au 2nd tour le 11 janvier avec 51,6% des voix.

Vers un duel Ivo Josipovic – Kolinda Grabar-Kitarovic

A ce jour, 4 personnes sont officiellement candidates à la présidence de la République:

– Ivo Josipovic (Parti social-démocrate, SDP),

président sortant soutenu par le Développement durable de la Croatie (ORaH), les Travailleurs croates-Parti du travail (HL-SR), le Parti populaire-Démocrates libéraux (HNS-LD), le Parti démocrate d'Istrie (IDS) et le Parti des retraités (HSU). Neuf associations de retraités ont également exprimé leur soutien au chef de l'Etat sortant ;

– Kolinda Grabar-Kitarovic (Union démocratique croate, HDZ), ancienne ministre de l'Intégration européenne (2003-2005) puis des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne (2005-2008), devenue ambassadeur de Croatie aux Etats-Unis. En 2011, elle est la première femme à être nommée secrétaire générale adjointe du Secrétaire général de l'OTAN en charge des informations publiques. Elle est soutenue par le Parti paysan croate (HSS), le Parti social-libéral (HSLs) et Ruza Tomasic, ancien dirigeant du Parti des droits-Dr Ante Starcevic (HSP-AS) ;

– Milan Kujundzic (Aube croate-Parti du peuple, HZ), candidat de l'Alliance pour la Croatie, rassemblement de 8 partis de droite ;

– Ivan Sincic, mouvement Zivi Zid

Kolinda Grabar-Kitarovic a présenté le 11 novembre dernier son programme présidentiel intitulé *Plateforme pour une meilleure Croatie*. Le texte contient de nombreuses promesses en matière de

stabilité sociale, de renforcement de l'Etat de droit et de lutte contre la corruption, d'éducation, de protection de la santé, de sécurité nationale, de protection des Croates de Bosnie-Herzégovine, etc. Plus tôt cette année, 2 800 Croates vivant dans cette République voisine ont voté pour les élections européennes du 25 mai dernier. Pour se prononcer pour le scrutin présidentiel, les centaines de Croates de Bosnie-Herzégovine doivent impérativement s'enregistrer avant le 17 décembre auprès de l'ambassade ou des consulats.

Kolinda Grabar-Kitarovic se pose également en défenseur des droits des membres des forces armées et notamment des anciens combattants et invalides de guerre de la guerre d'indépendance (1991-1995) dont quelques dizaines manifestent depuis plusieurs semaines devant le ministère des Anciens combattants à Zagreb. Ils réclament la démission du ministre Predrag Matic et l'adoption d'une loi pour protéger leurs droits, notamment ceux liés à la protection sociale, qu'ils estiment menacés. Les vétérans reprochent également à Bojan Glavasevic, assistant du ministre, d'avoir déclaré que « ceux qui étaient de l'autre côté (les Serbes) pouvaient également souffrir de stress post-traumatique ». Ils se disent « déçus et en colère » de l'attitude du gouvernement de Zoran Milanovic face à leur sacrifice durant la guerre d'indépendance.

En octobre dernier, Nevenka Topalusic, 60 ans, s'est immolée par le feu devant le ministère et est décédée de ses blessures. Récemment, un homme a également tenté de se suicider devant le ministère.

Kolinda Grabar-Kitarovic dénonce les dépenses – 31,6 millions € selon elle – effectuées par le président sortant durant son mandat, déplorant qu'une telle somme n'ait débouché que sur très peu de réalisations. Elle a indiqué qu'elle souhaitait réduire le nombre de personnes au service du chef de l'Etat et de faire appel à des conseillers extérieurs qui travailleraient comme volontaires. Kolinda Grabar-Kitarovic a néanmoins déclaré qu'elle augmenterait le personnel chargé de gérer l'utilisation des fonds européens. Elle s'oppose à

toute modification de la Constitution, une mesure souhaitée par le président sortant. Enfin, elle veut agir sur la croissance économique, un domaine dans lequel le chef de l'Etat croate ne dispose cependant pas de pouvoir.

Le président de la République a d'ailleurs qualifié le programme de sa principale rivale de divagation ou de chimère, affirmant que sa réalisation exigerait une dissolution du parlement et la nomination d'un nouveau gouvernement.

Prendre contact avec Milan Kujundzic, établir une zone de protection dans la mer Adriatique pour remplacer l'actuelle zone écologique de pêche et réhabiliter les généraux de l'armée croate en retraite depuis 2000 seront les trois premières actions de Kolinda Grabar-Kitarovic si elle est élue à la présidence de la République le 11 janvier prochain.

Les difficultés économiques de la Croatie constituent un handicap pour Ivo Josipovic. Le chef de l'Etat sortant a récemment rappelé que le pays avait besoin de réformes sérieuses en matière économique mais également dans les secteurs de la justice, de l'administration et de l'organisation territoriale. « *Tous les gouvernements ont échoué à faire les réformes nécessaires pour attirer les investissements, créer les emplois et sortir le pays de la récession qui menace de s'étendre en 2015 pour la septième année consécutive* » a-t-il déclaré dans un entretien au quotidien britannique *The Financial Times* à la fin du mois d'octobre.

La Croatie souffre d'un secteur public pléthorique et donc onéreux, d'un manque de discipline budgétaire (en 2013, la dette publique du pays représentait deux fois celle de 2008) et d'une faible compétitivité. En septembre dernier, le chômage touchait 17,70% de la population active.

L'amendement de la Constitution du pays constitue l'un des points forts du programme d'Ivo Josipovic pour son éventuel deuxième mandat. Le chef de l'Etat sortant souhaite que la Loi fondamentale soit modifiée pour permettre aux citoyens de demander

qu'un sujet soit débattu au parlement (sous réserve qu'ils rassemblent au moins 10 000 signatures). Il désire également modifier le mode de scrutin des élections législatives et propose un système mixte par lequel la moitié des députés seraient désignés au scrutin majoritaire et l'autre au scrutin proportionnel de liste (avec vote préférentiel). Enfin, il veut faire de la Croatie, divisée en 20 comtés, un pays de 5 à 8 régions.

« *C'est un projet pour une nouvelle Constitution, pour une Croatie plus moderne, un projet pour une nouvelle Croatie, pour une deuxième République* » a déclaré Ivo Josipovic, ajoutant « *Notre Constitution a été efficace et nous a aidés pendant la période de transition mais après l'accession du pays à l'Union européenne, nous sommes entrés dans une période de post-transition marquée par de nouvelles attentes des citoyens pour davantage de démocratie, un meilleur fonctionnement de l'Etat et une économie plus performante* ».

Il a enfin indiqué que si le Parlement n'acceptait pas les changements qu'il propose, il se tournerait vers les électeurs et organiserait un référendum sur ses propositions.

Milan Kuničdžić a présenté son programme intitulé *La nouvelle Croatie* le 30 novembre. Il demande également la rédaction d'une nouvelle Constitution ; il souhaite modifier le préambule du texte actuel qui affirme que la Croatie est une République fondée à partir du Conseil antifasciste pour la libération de la Croatie (ZAVNOH) pour indiquer que le pays est fondé sur la guerre d'indépendance de 1991-1995. Il demande également la mise en place

d'un nouveau système électoral et une nouvelle organisation territoriale du pays. Il veut également réduire le nombre de ministres et a indiqué que l'établissement d'un ministère pour les Croates de l'étranger serait l'une de ses premières actions s'il est élu à la tête de l'Etat.

La présidence de la République en Croatie

Le Président de la République croate est élu pour 5 ans au suffrage universel direct et au scrutin majoritaire. Il n'est rééligible qu'une seule fois. La réforme constitutionnelle du 28 février 2001, qui a renforcé les pouvoirs du Sabor (Parlement) en supprimant l'ancienne Chambre haute (la Chambre des Comitats), a considérablement réduit les pouvoirs du chef de l'Etat. Celui-ci nomme le Premier ministre et les membres du gouvernement, représente la Croatie à l'étranger et accrédite les ambassadeurs. Il dispose d'un droit de regard sur les questions diplomatiques et est associé au gouvernement dans l'élaboration et la conduite de la politique étrangère du pays. Commandant en chef des armées, il dispose de pouvoirs exceptionnels en temps de guerre. Enfin, le chef de l'Etat peut dissoudre le Parlement, soumettre à référendum – avec l'accord du gouvernement – un projet de loi ou une réforme constitutionnelle ou encore demander la tenue d'un conseil des ministres exceptionnel sur certains sujets mais ne peut s'opposer aux lois votées par les députés.

Tout candidat à la fonction présidentielle doit réunir sur son nom au moins 10 000 signatures d'électeurs pour pouvoir participer au scrutin.

Rappel des résultats de l'élection présidentielle des 27 décembre 2009 et 10 janvier 2010

Participation : 43,96% (1er tour), 50,13% (2nd tour)

Candidats	Nombre de voix recueillies (1er tour)	Suffrages obtenus (%) (1er tour)	Nombre de voix recueillies (2nd tour)	Suffrages obtenus (%) (2nd tour)
Ivo Josipovic (Parti social-démocrate, SDP)	640 594	32,42	1 339 385	60,26
Milan Bandic (Parti démocrate des paysans, HDSS)	293 068	14,83	883 222	39,74
Andrija Hebrang (Union démocratique, HDZ)	237 998	12,04		
Nadan Vidosevic (Parti des régions côtières de Primorje-Gorski Kotar, PGS)	223 892	11,33		
Vesna Pusic (Parti populaire-Démocrates libéraux, HNS-LD)	143 190	7,25		
Dragan Primorac	117 154	5,93		
Miroslav Tudjman	80 784	4,09		
Damir Kajin (Parti démocrate d'Istrie, IDS)	76 411	3,87		
Josip Jurcevic	54 277	2,74		
Boris Miksic	41 491	2,10		
Vesna Skare-Ozbolt (Centre démocrate, DC)	37 373	1,89		
Slavko Vuksic (Parti démocratique slavon)	8 309	0,42		

Source : <http://www.izbori.hr/izbori/izbori09Predsjednik.nsf/wi?openform>

Kolinda Grabar-Kitarovic est la nouvelle présidente de Croatie

Corinne Deloy

Résultats

Résumé :

L'ancienne ministre de l'Intégration européenne (2003-2005) et des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne (2005-2008), adjointe du Secrétaire général de l'OTAN en charge des informations publiques, Kolinda Grabar-Kitarovic (Union démocratique croate, HDZ), a remporté le 2e tour de l'élection présidentielle le 11 janvier en Croatie. Elle a recueilli 50,74% des suffrages et battu le président sortant Ivo Josipovic (Parti social-démocrate, SDP), favori de l'élection avant le 1er tour, qui a obtenu 49,26% des voix. Un écart de 32 435 voix seulement sépare les 2 candidats.

Lors du 1er tour de scrutin le 28 décembre dernier, Kolinda Grabar-Kitarovic avait été devancée par le chef de l'Etat sortant avec 37,22% des voix pour 38,46% à Ivo Josipovic.

La candidate de la droite croate dont le parti, le HDZ, a su mobiliser ses électeurs, a aussi bénéficié

d'un bon report de voix de la part des électeurs de Milan Kujundzic (Aube croate-Parti du peuple, HZ), candidat du rassemblement de 8 partis de droite appelé l'Alliance pour la Croatie, au 1er tour (6,3%). Elle a pu s'appuyer sur le vote de la diaspora: le 28 décembre dernier, 91,11% des Croates de l'étranger

avaient voté pour elle et 8,89% en faveur du président sortant.

Ivan-Vilibor Sincic, membre de l'organisation non gouvernementale Zivi Zid (bouclier humain) engagée dans le soutien aux mal-logés, qui avait recueilli 16,42% des suffrages le 28 décembre dernier, n'avait pas donné de consigne de vote.

À l'inverse de son adversaire, le président de la République sortant Ivo Josipovic, soutenu dès le 1er tour de scrutin par tous les partis de gauche, ne disposait d'aucune réserve de voix.

« *Le pays est divisé. La question est de savoir si la nouvelle présidente va conserver son discours*

Résultats de l'élection présidentielle des 28 décembre 2014 et 11 janvier 2015 en Croatie

Participation : 47,14% (1er tour) et 59,06% (2e tour)

Candidats	Nombre de voix recueillies (1er tour)	Pourcentage des suffrages obtenus (1er tour)	Nombre de voix recueillies (2e tour)	Pourcentage des suffrages obtenus (2e tour)
Kolinda Grabar-Kitarovic (Union démocratique croate, HDZ)	665 379	37,22	1 114 865	50,74
Ivo Josipovic (Parti social-démocrate, SDP)	687 618	38,46	1 082 430	49,26
Ivan-Vilibor Sincic (Zivi Zid)	293 570	16,42		
Milan Kujundzic (Aube croate-Parti du peuple, HZ)	112 585	6,30		

Source : <http://www.izbori.hr/106pre/rezult/2/rezultati.html>

d'unification et de consensus. La victoire de Kolinda Grabar-Kitarovic est sans aucun doute un avantage pour le HDZ pour les prochaines élections législatives (prévues dans moins d'un an) » a déclaré Zarko Puhovski, professeur de science politique à l'université de Zagreb.

La participation s'est élevée à 59,06%, soit +9 points par rapport au 2e tour du précédent scrutin présidentiel du 10 janvier 2010 et +12 points par rapport au 1er tour le 28 décembre.

« *Il n'y a pas de place pour le triomphalisme* » a déclaré Kolinda Grabar-Kitarovic à l'annonce des résultats. Elle a cependant affirmé : « *Je vous promets que la Croatie sera un pays prospère et riche, un des pays les plus développés de l'Union européenne et du monde* » ajoutant « *Je ne diviserai pas le peuple, au contraire, je chercherai à l'unir pour résoudre les problèmes que nous avons, de la mauvaise situation économique à tous les problèmes sociaux de notre pays. Travaillons tous ensemble à la prospérité de la Croatie* ».

« *Je m'attends à voir un changement dans la politique*

étrangère, qui sera sans doute davantage centrée sur l'OTAN et l'Union européenne et moins sur la région des Balkans » a indiqué Andjelko Milardovic, chercheur à l'Institut pour les migrations.

Volontiers nationaliste, Kolinda Grabar-Kitarovic a délivré un message de grande fermeté à l'égard de la Serbie voisine et a promis d'imposer des conditions drastiques à l'entrée de Belgrade dans l'Union européenne.

Personnalité politique la plus populaire du pays, le président sortant a toutefois pâti de la mauvaise situation économique de la Croatie. Après le 1er tour de scrutin, le Premier ministre Zoran Milanovic (SDP) avait admis que les piètres performances économiques de son gouvernement avaient sans doute représenté « *un fardeau* » pour le président sortant.

La Croatie est en effet en récession depuis 6 ans. La dette publique est élevée (en 2013, elle représentait deux fois celle de 2008) et le taux de chômage, qui atteignait 13,7% en 2012, s'élève désormais à 17,7% et est deux fois plus élevé parmi les jeunes. Le secteur du tourisme, importante manne financière du pays, n'a pas enregistré de résultats florissants en 2014 en raison des conditions météorologiques et de

l'absence des touristes russes, conséquence des sanctions prises par l'Union européenne contre Moscou. Ces sanctions ont également obligé le gouvernement de Zoran Milanovic à remettre en cause d'importants projets d'investissements dans le secteur énergétique.

Agée de 46 ans et originaire de Rijeka, Kolinda Grabar-Kitarovic est diplômée de l'université de Zagreb en anglais, espagnol et relations internationales. Elle a également étudié aux Etats-Unis, pays où elle a passé son enfance et son adolescence, notamment à l'université George Washington, à Harvard et à l'université Johns Hopkins.

Après avoir travaillé dans la diplomatie, elle a été élue députée lors des élections législatives du 23 novembre 2003. Cette même année, elle est nommée ministre de l'Intégration européenne dans le gouvernement conduit par le Premier ministre Ivo Sanader (HDZ). A ce poste, elle sera en charge des négociations de la Croatie à l'Union européenne. Deux ans plus tard, elle est nommée ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne.

En 2008, Kolinda Grabar-Kitarovic devient ambassadrice de la Croatie aux Etats-Unis avant de rejoindre, trois ans plus tard, l'OTAN où elle est la première femme à être nommée Secrétaire générale adjointe du Secrétaire général, en charge des informations publiques.

L'élection présidentielle des 28 décembre et 11 janvier préfigure sans doute le scrutin législatif à venir à la fin de cette année que le HDZ aborde en position de favori. « *La présidente travaillera avec un nouveau gouvernement à la fin de cette année* » a d'ailleurs déclaré le dirigeant du HDZ, Tomislav Karamarko, à l'annonce des résultats.

En succédant à Ivo Josipovic au palais de Pantovcak, ancienne villa de Tito située dans les collines qui surplombent Zagreb, Kolinda Grabar-Kitarovic devient la première femme élue présidente dans ce pays. Elle prendra ses fonctions le 19

février prochain.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.